

Enfants espagnols à Vouziers (1939) © DR | IHS CGT Métaux

## Enfants d'Espagne (1936-1939)



### JNR 2018

p. 6

Un rapide bilan de la Journée nationale de la Résistance du 27 mai 2018.



### Archives

p. 12

L'aménagement du local d'archives fédérales a franchi une nouvelle étape...



### Décès

Liliane Caillaud-Croizat nous a quittés. Retrouvez en supplément son parcours, raconté par ses soins lors d'un entretien en 2012.

# SOMMAIRE :

juin 2018 | n° 60

## ACTUALITÉS

- 2 Sommaire
- 3 L'édito
- 4 Hommage à Allain Malherbe  
Fondeurs d'Argentan
- 5 Un néo-nazi  
AHS Snecma Corbeil
- 6 JNR
- 7 Brèves

## HISTOIRE

- 8 Métallos et enfants espagnols
- 16 Témoignage  
Pierre Gensous
- 20 Archives

## DÉCÈS

21 C. Rogerat  
C. Gagne

22 F. Devaux

## À LIRE, À VOIR

23 Mai 68  
L'écran rouge  
Reprise

## Pensez à votre cotisation 2018 !



### ADHÉSION

POSSIBILITÉ DE PRÉINSCRIPTION  
POUR UNE DEMANDE DE PRÉLÈVEMENT  
Avec un relevé d'identité bancaire IBAN



Nom & prénom : .....

Organisation : .....

Adresse : .....

.....

Tél. : .....

Mail : .....

Organisations de + de 50 adhérents : **82 €**

Organisations de - de 50 adhérents : **22 €**

Individuel : **22 €**

Règlement à l'ordre de : **IHS CGT Métallurgie**

INSTITUT D'HISTOIRE SOCIALE CGT MÉTALLURGIE | 94 RUE JEAN-PIERRE TIMBAUD 75011 PARIS



**Cahier d'histoire de la Métallurgie n° 60** réalisé par **IHS-CGT Métallurgie**

94 rue Jean-Pierre Timbaud 75011 Paris

01 53 36 86 38 | [ihs.gas@free.fr](mailto:ihs.gas@free.fr) | <https://ftm-cgt.fr/histoire-sociale-de-la-metallurgie-ihs/>

Rédaction : Roger **Gauvrit** | Emeric **Tellier** | Claude **Ven** | Maquette : Rudy **Jean-François**

Impression FTM CGT | ISSN 2494-1050



Par Bernard Lamirand

# L'Europe a beaucoup bruni

**L'**inquiétude règne aujourd'hui devant la montée de ce que Berthold Brecht appelait « la bête immonde », lorsque le nazisme occupait la quasi-totalité de l'Europe et amenait des populations entières à la chambre à gaz.

Dans les périodes de crise du capitalisme, les idées d'extrême-droite croissent, flattant les plus bas instincts que les hommes et les femmes, à force d'éducation et de coopération, avaient repoussés. Conservatisme religieux, nationalisme belliqueux, violences homophobes et sexistes, antisémitisme et xénophobie, individualisme et communautarisme conduisant à l'exclusion des « autres » sont autant de manifestations de ces pensées réactionnaires.

L'Europe est particulièrement touchée. Un véritable rideau de fer s'est installé le long des frontières européennes et la chasse à l'errant fuyant les guerres et les misères nées du capitalisme est ouverte. Tandis que les marchandises et les capitaux circulent librement, s'installent toutes sortes de réglementations pour interdire à ces migrants l'accès à l'Europe. Dans le même temps, dans de nombreux pays, dont dernièrement l'Italie, l'extrême-droite accède au pouvoir, et n'hésite pas à se revendiquer du fascisme.

Il faut voir, dans tout cela, la crise qui traverse le monde capitaliste. Incapable de progrès social et humain, il taille dans les effectifs, les salaires, il démantèle les conquêtes sociales obtenues à la fin de la Seconde Guerre mondiale pour redresser son taux de profit.

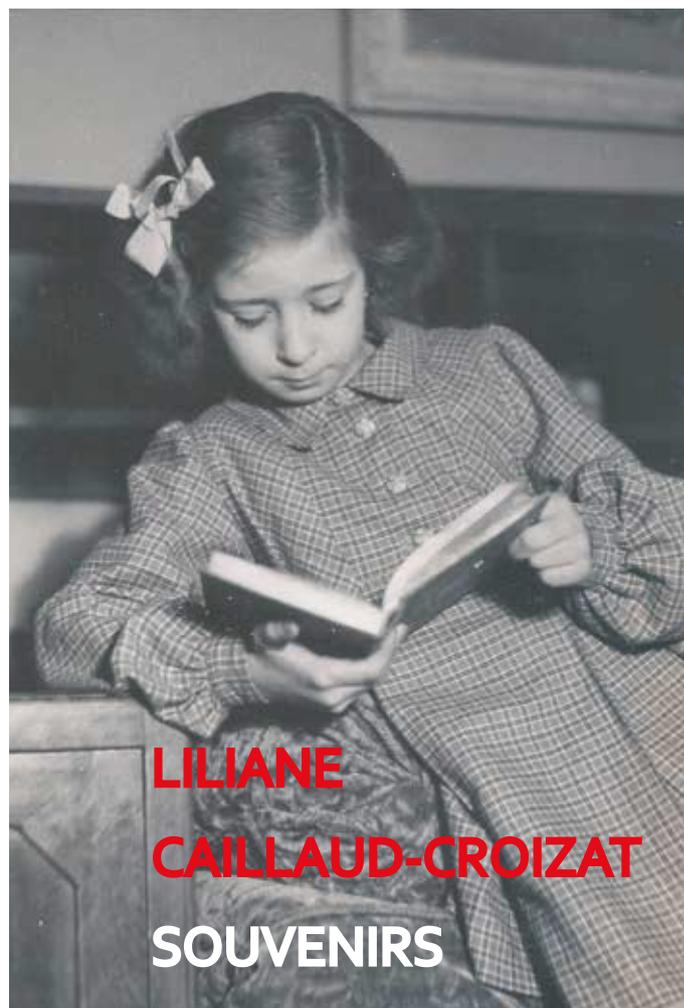
Macron, élu président, se révèle être un véritable rouleau compresseur qui écrase les droits sociaux, et particulièrement la protection sociale. Une certaine sidération semble régner, mais déjà des mobilisations s'engagent, à l'image de la lutte des cheminots qui me fait penser à celle des mineurs en 1963 contre le régime gaulliste, annonciatrice de la grande grève de mai-juin 1968.

Nous avons à être à la hauteur de ce combat de classe qui s'engage contre un capitalisme qui cherche à faire payer sa crise systémique à toute la population et en particulier aux salarié(e)s. Ce combat, nous allons devoir le mener, non pas à la défensive, mais en portant nos

idées dans tous les domaines de la vie sociale, économique et politique.

Nous aurons à agir en particulier contre les menaces qui pèsent sur la Sécurité sociale et son démantèlement, et en premier lieu pour mettre un terme au projet de casse de notre système de retraites qui doit intervenir en 2019. Un rendez-vous à ne pas manquer, et qui nous impose de rappeler la modernité de l'œuvre de Croizat. Ce qui m'amène à évoquer la mémoire de la fille d'Ambroise, Liliane Caillaux-Croizat qui vient de nous quitter et que nous avons accompagnés à sa dernière demeure à Nevers.

Liliane, sache que nous continuons ton combat et que nous allons gagner. ■



**LILIANE  
CAILLAUD-CROIZAT**  
**SOUVENIRS**

En supplément à ce numéro

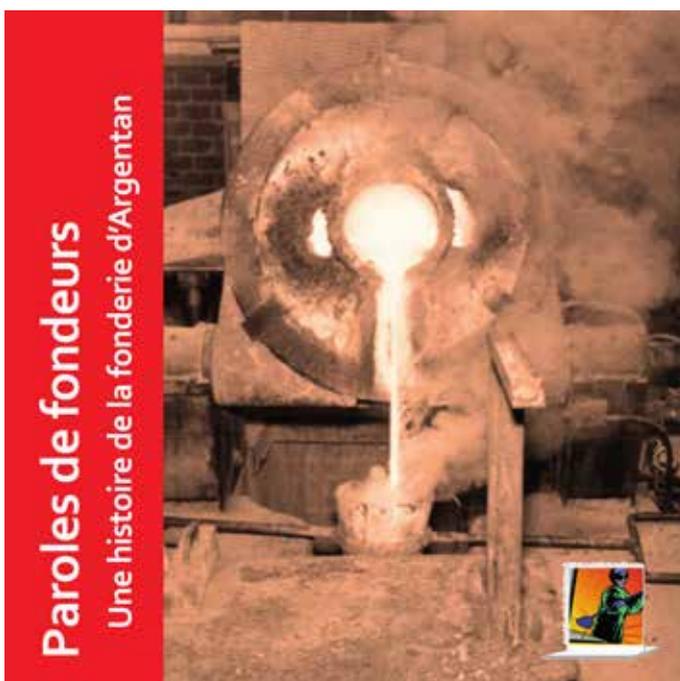


## Hommage à Allain Malherbe



Le 25 avril dernier, un hommage a été rendu à Allain Malherbe, membre du bureau de l'AHS Citroën et de l'IHS Métaux, au centre de rééducation professionnelle Jean-Pierre Timbaud, en présence de sa femme, de ses deux enfants et de son petit-fils, Victor, né quelques jours après son décès © R. Gauvrit | coll. IHS CGT Métaux

## Fondeurs d'Argentan



L'Association des anciens fondeurs & victimes de l'amiante d'Argentan vient de faire paraître, avec le soutien de l'Institut CGT d'histoire sociale de la métallurgie, un ouvrage rassemblant des témoignages de salariés sur la naissance, la vie et la disparition d'une entreprise d'Argentan, commune du département de l'Orne.

Après une cinquantaine d'années d'existence, la fonderie Grandfils, devenue D. Waeles, Valfond et enfin APM Group a fermé ses portes en janvier 2004, sans pour autant réduire au silence ses salariés, réunis au sein de cette association pour perpétuer la mémoire et poursuivre les combats.

Il est disponible, au prix de 10 €, auprès de l'Association des anciens fondeurs & victimes de l'amiante d'Argentan, Maison des associations Guy de Maupassant, 12 rue des Flandres 61200 Argentan (02.33.36.73.31 | [anciensfondeurs@sfr.fr](mailto:anciensfondeurs@sfr.fr)) ■

# Un néo-nazi à l'Assemblée nationale

**L**e 11 juin 2018, le président de l'Assemblée nationale, François de Rugy, a accueilli Andry Parouby, président de la Rada, le Parlement ukrainien. Ce sinistre personnage, qui a été commandant des « corps volontaires de sécurité » lors du coup d'État de l'Euromaïdan qui a conduit à la destitution du président Yanoukovitch en 2014, n'est autre que le co-fondateur en 1991 du Parti social-nationaliste d'Ukraine, un mouvement néo-nazi et antisémite aujourd'hui dénommé Svoboda et dont il est le président. Cette organisation arborait jusqu'à récemment comme emblème celui de la 2<sup>e</sup> division SS « Das Reich », responsable des massacres de Tulle et d'Oradour-sur-Glane en 1944. Alors que le 75<sup>e</sup> anniversaire de la naissance du Conseil national de la Résistance venait à peine d'être célébré dans le cadre de la Journée nationale de la Résistance du 27 mai, cet accueil doit être dénoncé et ne peut se justifier simplement par les nécessités d'une « diplomatie active ». ■



A. Parouby, J-M Le Pen et S. Maréchal en 1999 © DR

## AHS SNECMA Corbeil

**L**e comité d'entreprise SNECMA Safran de Corbeil organise dans le cadre de la Journée de la Résistance du 27 mai, du 14 au 24 mai des activités, exposition et rencontre « pour commémorer le courage de ces milliers d'hommes et des femmes qui ont résisté entre 1939 et 1945 pour faire face à la barbarie avec un focus particulier sur le destin tragique de ses 67 salariés morts pour la France, de la société Gnome-et-Rhône ».

**Le 15 mai à 12 h :** Commémoration du 8 mai 1945 devant la stèle du site. Elle a été suivie à 12 h 30, du vernissage de l'exposition sur la Résistance dans le hall du CE et de la remise du livre *Gnome-et-Rhône, 39-45, parcours de 67 salariés* autour d'un pot convivial.

**Le 17 mai à 12 h 30,** exposition « 1939-1945. Destin ouvrier dans une industrie en guerre Gnome-et-Rhône » réalisée par Alexia Brun et Justine Thomas. Alexia est une fille et petite-fille d'ouvriers de la SNECMA qui a consacré son mémoire de master 2 à Gnome-et-Rhône et a réalisé avec une amie cette exposition. ■

Le lien vers le site du CE : <https://www.ce-safran-corbeil.com/com/homepage>.



S. Boucheny et C. Godart © Henri Frat | coll. IHS CGT Métaux



Par Roger Gauvrit

## Pourquoi la JNR ?



© R. Gauvrit | coll. IHS CGT Métaux

**L**e 19 juillet 2013, la République instaurait le 27 mai - date anniversaire de la création du Conseil National de la Résistance à Paris et de sa première réunion au 48, rue du Four sous la présidence de Jean Moulin le 27 mai 1943 - comme « Journée Nationale de la Résistance ». Cette revendication était formulée dès la Libération par la quasi-unanimité des organisations de la Résistance et de la Déportation.

La première célébration, en 2014, a eu lieu à l'Hôtel de ville de Paris, puis ensuite à la mairie du XIV<sup>e</sup>, XIX<sup>e</sup> et V<sup>e</sup>. Cette année, 75<sup>e</sup> anniversaire de la création du Conseil national de la Résistance, la mairie du VI<sup>e</sup> arrondissement, avec son maire Jean-Pierre Lecoq, le comité d'entente des anciens combattants et l'école supérieure nationale des Mines ont accueilli la journée du 27 mai et les 96 organisations (associations et Institutions) liées à la Résistance, à la Déportation et à la Libération.

**Pourquoi se souvenir ?** Citons la parole du poète et Résistant, Jean Marcenac :

« Événement majeur de notre histoire, la Résistance n'est pas seulement l'affaire de ceux qui la vécurent, y participèrent, l'organisèrent. Bien au-delà du souvenir, elle continue de génération en génération, à dispenser à tous son lucide

enseignement. Cet évènement majeur réclame un moment fort au cours duquel chacun puisse, non seulement l'honorer et le célébrer mais avant tout le comprendre ! Incessante pédagogie de l'espoir, la Résistance reste à l'oeuvre dans la mémoire collective des français. Elle est une des forces profondes qui structurent notre durée, proclament notre passion de la liberté et donnent un sens véritable à notre héritage. »

**Le 75<sup>e</sup> anniversaire de la création du Conseil national de la Résistance** a pourtant été un grand silence médiatique ? Pourquoi ce silence ? Pour occulter l'héritage et l'apport de la Résistance ! Pour consumer perfidement la force et la modernité des valeurs de la Résistance afin de mieux démanteler méthodiquement le programme du Conseil national de la Résistance !

A peine quinze jours après cette belle journée nationale de la Résistance, le 11 juin exactement, les deux présidents de l'Assemblée nationale et du Sénat recevaient leur homologue Andry Parouby, fondateur du parti ultranationaliste et antisémite ukrainien. Un affront à la République ! ■

Liens : <http://jnr-cpl.com/> | <https://www.facebook.com/Journeenationaledelaresistance/>



## IHS Centre

L'Institut CGT d'histoire sociale de la région Centre a fait paraître en novembre 2017 un numéro spécial consacrée à une importante entreprise de la métallurgie de Vierzon, successivement intitulée la Précision Moderne, Denison Hydraulics et aujourd'hui Parker. De cette usine, de nombreux militants syndicaux et politiques y ont fait leurs premières armes, à l'image de Jean Desmaison qui fut secrétaire général de la Fédération des métaux de 1988 à 1991.

## IHS Mines-Énergie

L'IHS Mines-Énergie consacre son dernier numéro (59-60) aux électriciens à la Belle Époque et à Émile Pataud, l'une des figures les plus célèbres du syndicalisme révolutionnaire avant 1914. Le rapport avec les métallurgistes ? René Gaudy nous révèle qu'ils ont été rattachés à la Fédération des métaux entre 1900 et 1909.

## Exposition « Un statut pour tous les métaux ! »

L'IHS métaux a conçu, dans le cadre du 41<sup>e</sup> congrès fédéral, une exposition sur l'histoire de la revendication par la Fédération des Métaux d'une convention collective nationale de la métallurgie, de 1919 à nos jours. Elle est désormais disponible pour circuler dans les syndicats, les comités d'entreprise ou les territoires. N'hésitez pas à nous solliciter pour toute initiative sur ce thème !

## Jour de fête

Le film réalisé à l'occasion de l'exposition sur le parc de loisirs et de culture Henri-Gautier à Baillet, projeté lors du 41<sup>e</sup> congrès fédéral est disponible sur le compte Youtube de la Fédération. L'occasion de voir (ou revoir) cette sélection de photographies tirées des fonds d'archives de la Fédération sur ce haut-lieu de l'histoire syndicale.

Retrouvez le film en ligne : <https://youtu.be/qv-zYmXwVfFQ>.

## Les archives du dépôt légal

La dernière livraison d'*HistoLivres*, bulletin de l'Institut CGT d'histoire sociale du livre parisien, de mars 2018, revient sur la décision prise le 11 août 2016 de détruire les archives du dépôt légal éditeurs (1925-1958) et périodiques (1939-1991), privant les chercheurs d'une information importante : les données sur les tirages. Un signal négatif de plus sur l'avenir des archives publiques en France, déjà menacée par la pénurie de moyens humains et matériels.

## Le drapeau rouge

Dans la perspective des prochains Rendez-vous de l'Histoire, organisés à Blois du 10 au 14 octobre 2018, sur le thème de « La puissance des images », Georges Beisson revient, dans le dernier numéro de *La Commune*, de l'Association des Amies et Amis de la Commune de Paris (1871), sur l'histoire du drapeau rouge, en s'appuyant bien évidemment sur l'*Histoire du drapeau rouge des origines à la guerre de 1939* de Maurice Dommanget, ouvrage incontournable paru en 1967.

## Archives syndicales de la Loire

Les *Cahiers d'histoire* d'avril 2018, publié par l'Institut CGT d'histoire sociale de la Loire, font état du tri en cours des archives de l'UD, avant leur dépôt aux Archives départementales. Cette opération a d'ores et déjà permis de mettre au jour des trésors, comme les procès-verbaux du conseil d'administration de la Bourse du travail de Saint-Etienne ou encore des archives de la Chambre syndicale des métallurgistes du Chambon-Feugerolles. Une initiative à connaître et à reproduire !

## IHS Haute-Savoie

Dans sa dernière livraison, de mai 2018, les *Cahiers d'histoire* consacrent un dossier aux grèves de mai-juin 1968 dans lequel sont reproduits plusieurs témoignages parmi lesquels un métallurgiste, Jean-Claude Bibloque, alors militant de la SNR, qui fabrique notamment des roulements pour l'industrie automobile.

# Les métallos et les enfants espagnols (1936-1939)

Par Emeric Tellier



Danse en plein air des enfants espagnols à Vouzeron © DR | coll. IHS CGT Métaux

**Ce texte reproduit la communication de l'Institut CGT d'histoire sociale de la métallurgie aux journées d'études et de témoignages des 15 et 16 décembre 2017 sur le thème « Les Pyrénées-Orientales et l'Espagne (1936-1975) », organisées par le comité des Pyrénées-Orientales de l'Association nationales des anciens combattants de la Résistance et l'Institut CGT d'histoire sociale des Pyrénées-Orientales. Les actes de ces riches journées (deux tomes à 20 € chacun) sont disponibles auprès de l'IHS CGT 66, Bourse du travail, Place Rigaud, 66000 Perpignan.**

**É**voquer, en cette fin d'année 2017, la solidarité morale et matérielle apportée par le mouvement syndical et la population aux républicains espagnols confrontés à la dictature franquiste, entre 1936 et 1975, est assurément une bonne chose. Aussi, l'Institut CGT d'histoire sociale de la métallurgie est heureux d'apporter sa modeste contribution à ces journées d'études et de témoignages qui

aideront les participants à cerner l'ampleur et la constance de cette aide, tout en alimentant la réflexion sur la situation actuelle vécue par les populations réfugiées, sur notre territoire comme partout dans le monde.

À l'exception de quelques rares traces, les archives de la Fédération CGT des travailleurs de la métallurgie, de l'Union syndicale CGT de la métallurgie de la région parisienne et de l'Union fraternelle des métallurgistes, association chargée de la gestion du patrimoine immobilier des métallurgistes parisiens, ne recèlent pas de dossiers sur l'hébergement des enfants de républicains espagnols entre 1936 et 1939.

L'essentiel de cette contribution repose donc sur la thèse de doctorat de Célia Keren, les mémoires de master d'Aurélia Dufils, ainsi que sur le dépouillement des fonds d'archives dits « de Moscou » et la consultation méthodique des périodiques *L'Humanité*, *Le Populaire*, *Ce soir*, *La Vie ouvrière* et *L'Union des métaux*.

### Une solidarité protéiforme

Avant d'en venir à l'accueil des enfants de républicains espagnols proprement dit, il est important de rappeler que l'élan de solidarité en faveur de la République espagnole a pris des formes variées : soutien moral au travers de



« Pour l'Espagne républicaine, activons la solidarité » – L'Union des métaux, avril 1938 © FLO | IHS CGT Métaux

lettres, de télégrammes ou de résolutions syndicales ; organisation de meeting, de réunion, de projection de films pour défendre la cause républicaine ; aide financière par la circulation permanente de listes de souscription ou l'orga-

nisation de gala ou de compétitions sportives ; acheminement de matériel, de vivres, de vêtements ; convoi, par voie maritime et terrestre, de véhicules (camion, ambulance, voire avion) ; accueil et hébergement d'enfants, de femmes et de personnes âgées fuyant les combats ; envoi de volontaires pour combattre dans les brigades internationales, aux côtés des républicains espagnols.

Avec 800 000 adhérents revendiqués, dont plus de 200 000 en région parisienne, la Fédération des métaux joue bien évidemment un rôle de premier plan. La lecture de la presse ouvrière donne une idée de l'étendue de ces manifestations de solidarité.

On retiendra, par exemple, que le 18 septembre 1936, des « camarades de chez Renault quitt[ent] la place Nationale avec une camionnette sanitaire et deux gros camions chargés de victuailles pour les travailleurs espagnols. » De son côté, la section syndicale de la Société indépendante de TSF à Malakoff « a pris l'initiative d'acquiescer une lampe d'émission, d'une valeur de 6 000 francs pour le poste gouvernemental de Radio-Madrid », afin de « combattre les nouvelles tendances de Radio-Séville. » Les syndiqués des établissements Salmon et Gourdon-Lescure de Boulogne-Billancourt ont pour leur part équipé « un avion sanitaire pour [les] vaillants camarades blessés dans leur lutte héroïque contre le fascisme. Le moteur a été payé et mis au point par les ouvriers de chez Salmon ; la cellule payée et remise en état par [les] camarades de chez Gourdon et, ensemble, nous avons rempli l'avion de médicaments. »

Henri Jourdain, responsable pour les métallurgistes CGT de la région parisienne de la branche aéronautique, témoigne de cette solidarité : « Avec l'assentiment de Pierre Cot, ministre de l'Air, je contribue, modestement, à ce que soient fabriqués et réparés (en trop petite quantité) des appareils que Georges Gosnat, en particulier, par le truchement de France-Navigation, fait passer en Espagne malgré les écueils de la marine franquiste. Deux ou trois samedis de suite, des ouvriers de l'aviation ont travaillé bénévolement pour mettre au point des avions en partance pour l'Espagne ».

En janvier 1937, l'Union syndicale de la métallurgie de la région parisienne finance l'envoi de deux camions-ateliers, accompagné d'une ambulance offerte par la section syndicale des usines Gnome-et-Rhône. Pour sa part, la section



Une ambulance offerte par la Fédération à la Centrale Syndicale Internationale – L'Union des métaux, juin 1938  
© DR | IHS CGT Métaux

de la M.A.P à Saint-Denis, forte de 180 syndiqués, annonce avoir collecté un an après le début de la guerre civile près de 16 000 francs, tandis qu'à l'occasion de la « Journée du lait pour les enfants de la République espagnole », les techniciens et les ouvriers de chez Bloch (SNCASO) à Courbevoie font parvenir 720 boîtes de lait concentré. Un chiffre battu par les ouvriers de Citroën à Levallois qui en expédient un millier en février 1938. Notons enfin que le 10 juillet 1938, une grande fête est organisée dans le parc de loisirs de Baillet, propriété de l'Union syndicale de la métallurgie de la région parisienne, pour commémorer le deuxième anniversaire du début de la guerre civile en Espagne. La partie artistique est assurée, entre autres, par Fernandel. Au total, la solidarité reçue par la Fédération de la métallurgie pour l'Espagne républicaine s'élève à 825 000 francs, entre juin 1936 et mai 1939. Ce bilan exclut les sommes perçues par les syndicats, les Unions des syndicats des travailleurs de la métallurgie (USTM) et les structures interprofessionnelles. Ainsi, à titre d'exemple, l'Union syndicale de la métallurgie de la région parisienne a récolté 5,5 millions de francs entre juillet 1936 et septembre 1938.

Ces actions de solidarité financière et matérielle se doublent de deux grèves générales d'une heure dans les usines de la métallurgie, particulièrement suivies, les 7 septembre 1936 et 10 novembre 1937, pour « protester contre les conséquences de la politique de non-intervention en même temps que pour la signature rapide de la convention collective et contre le retard apporté pour le rajustement des salaires. »

La Maison du Métallurgiste, siège de l'Union syndicale de la métallurgie de la région parisienne, sise au 94 rue d'Angoulême (devenue Jean-Pierre Timbaud en 1944) dans le onzième arrondissement parisien, est un lieu incontournable de l'expression de cette solidarité. C'est ainsi que s'y concentre le fruit des souscriptions financière et alimentaire et que se rassemblent les convois destinés à l'Espagne. C'est également en cet endroit que partirent et revinrent une partie des volontaires des Brigades internationales qu'il nous faut aborder maintenant. Fondées en septembre 1936 par l'Internationale communiste, elles rassemblent, selon une projection de Morgan Poggioli, environ 1 500 volontaires français appartenant à la CGT, parmi lesquels de nombreux métallurgistes. Si certains, comme Henri Rol-Tanguy, ouvrier qualifié chez Renault à Boulogne-Billancourt, Nessi à Montrouge et Bréguet à Villacoublay, sont restés dans les mémoires, d'autres sont tombés dans l'oubli, comme Jacques Casanova, du syndicat des métaux de La Seyne, tué sur le front du Jarama en février 1937, comme Raoul Lelaidier, tôlier-chaudronnier passé chez Citroën, mort le 18 avril 1939 dans un accident à Castelldefels en Catalogne ou encore comme Roger Korn, tôlier-mécanicien de Vitry ou Émile Kexran, tourneur de Drancy.

Pour finir, il faut mentionner la création, en octobre 1936, de la Centrale Sanitaire Internationale (CSI), mise sur pied par le docteur Pierre Rouquès, futur directeur de la polyclinique de l'Union syndicale des métallurgistes de la région parisienne, qui ouvre ses portes en novembre 1938 rue des Bluets, toujours dans le onzième arrondissement à Paris. La CSI a pour mission d'assurer le soutien médical et sanitaire des combattants espagnols et des volontaires étrangers, grâce au dévouement de médecins, d'infirmières volontaires, à l'envoi d'ambulances ou d'avion sanitaire, à la fourniture de médicaments.

### L'accueil des enfants de républicains espagnols...

L'évacuation et l'accueil des enfants espagnols en France, objet de la thèse de Célia Kéren, a été principalement l'œuvre du « Comité d'Accueil aux Enfants d'Espagne » (CAEE), fondé en novembre 1936 sous l'égide de la CGT et de la Ligue des droits de l'Homme. Cette prise en main, par la CGT, n'allait pourtant pas de soi. Elle constitue une tentative de surmonter les lignes de fracture qui parcourent la CGT et



Une des ambulances offertes par la Fédération à la Centrale Syndicale Internationale – L'Union des Métaux, juin 1938  
© DR | IHS CGT Métaux

les organisations du Rassemblement populaire, parti communiste excepté. Comme le soulignait à juste titre Rolande Treppe, « la CGT est unanime pour condamner le coup de force franquiste [...] ; ce qui la divise, c'est la nature et la manière d'aider ceux qui se battent. » La cause des enfants présente l'intérêt de mobiliser largement, tout en contournant les débats sur l'attitude à adopter face à la politique de non-intervention du gouvernement français.

Célia Kéren insiste également sur la précocité des initiatives visant à héberger des enfants espagnols (dès août 1936), les racines anciennes de ce répertoire d'action du mouvement ouvrier français, ainsi que l'importance de la mobilisation syndicale et ouvrière dans cet accueil. Celui-ci a été de deux types : les familles et les colonies. Dans les deux cas, les métallurgistes ont été actifs.

### ... dans les familles de métallos

Là encore, la presse ouvrière ne manque pas d'exemples d'accueil d'enfants par des familles de métallurgistes ou de parrainage par des syndicats métallurgistes, dès les premiers mois de janvier 1937. Ainsi, l'assemblée générale des syndiqués Peugeot à Sochaux (Doubs) incite les salariés à rejoindre le comité local d'hébergement et envisage le parrainage de plusieurs pupilles par le syndicat.

À Pamiers (Ariège), où le premier employeur local est l'usine métallurgique appartenant à la société Comentry-Fourchambault-Decazeville, le comité local salue le résultat de la collecte effectuée en ville lors de la Journée nationale du 4 avril 1937 et souligne que seize familles ont demandé à accueillir des enfants.

En juin 1937, dans le canton de Poissons (Haute-Marne), une réunion animée par Bugnot, membre des « Amis de l'Homme » et par Malingrey, secrétaire du syndicat des métaux du Val-d'Osnes se conclut par un bel élan de solidarité : 670 francs sont récoltés, tandis que plusieurs familles sollicitent des adoptions.

En juillet 1937, le syndicat des métaux d'Anzin (Nord) lance des listes de souscription pour couvrir les frais d'hébergement des enfants recueillis à la colonie de la Petite-Synthe. En septembre, les premières listes rapportent près de 1 500 francs, notamment chez Escaut-et-Meuse et chez Brien, avant un second versement de 1 100 francs un mois plus tard.

On pourrait ainsi multiplier les exemples de parrainages : un enfant par la section de l'atelier 259 des usines Renault Billancourt, six enfants par la section de l'usine SNCASO d'Issy-les-Moulineaux, trois enfants par la section de l'usine Alkan de Valenton, six enfants par la section Farman (SNCAC) de Boulogne-Billancourt ou



Des enfants espagnols lors d'une fête organisée au parc de loisirs et de culture de Baillet – *L'Humanité*, 31 mai 1938  
© DR | Gallica-BNF

équipées pour accueillir des groupes, sont mises à disposition du Comité d'accueil des enfants espagnols (CAEE).

En l'absence de sources syndicales, il est difficile de retracer avec précision le parcours des enfants qui y furent hébergés. La base de données développée par Célia Kéren dans le cadre de ses travaux pourrait sans doute apporter davantage de précisions.

L'arrivée des enfants peut être approximativement datée de l'été 1937, respectivement en juin pour les cinquante-deux installés au château de Baillet et en juillet pour les trente-deux du château de Vouzeron. Ces effectifs sont stables jusqu'au déclenchement de la guerre en septembre 1939. Cette stabilité pourrait s'expliquer par un obstacle financier, comme le suggère un article de *La Vie ouvrière* de janvier 1938 : « Actuellement, cinquante enfants espagnols sont hébergés à Baillet, ce qui est trop peu. Si chacun des 265 000 syndiqués métallos de la RP versait un franc par mois, ce sont 3 000 enfants qui pourraient être sauvés, soit 60 fois plus. »

Il existe quelques témoignages de leur passage. Ainsi, pour le château de Baillet, on peut débiter par une visite des journalistes Pierre-Laurent Darnar et Pierre Delon, relatée en ces termes : « Soudain, au détour d'une allée, nous trouvons une bande d'enfants, pleins de santé, qui nous sautent au cou. Ce n'est pas un des moments les moins émouvants de notre visite ! Le syndicat des métaux héberge au château de Baillet cinquante enfants espagnols dont on devine qu'ils sont choyés et gâtés ! Ils ont leur petit domaine à eux, où ils jouent à l'aise. Ils ont

leur école, avec leur institutrice. Surtout, ils ont l'affection de tous ces papas et ces mamans qu'ils nous rendent par leurs bons gros baisers. » Roger Linet, secrétaire du syndicat des métaux du dixième arrondissement à Paris, évoque, de son côté : « on y organisait une fête annuelle, cela avait un succès fou, des vedettes y venaient et... je me rappelle plus de la date, et si... c'était la guerre d'Espagne à l'époque. Des familles françaises avaient adopté des petits espagnols pour une forme d'aide à la lutte des républicains espagnols contre Franco et quand les avions – on avait un aérodrome des métallos pas loin de Baillet, à Persan-Beaumont – on avait quatre petits zinzins qui marchaient bien parce que c'était des copains qui étaient compétents et qui survolaient la fête de Baillet. Les gosses, avaient peur, se réfugiaient sous les cottes des mères d'adoption « Franco, Franco, Franco ! ». On était émus, on se rendait compte, cela avait une signification. À côté des choses de la fête, de liesse, y'avait cela, ce rappel à une réalité ! »

Pour le château de Vouzeron, le témoignage est exceptionnel, car audiovisuel. En effet, dans le film *Les Métallos*, commandé par l'Union syndicale des métallurgistes de la région parisienne au réalisateur Jacques Lemarre en 1938, le château de Vouzeron est à particulièrement à l'honneur. Une scène retiendra plus particulière-



Le syndicat des métaux de la région parisienne a recueilli 350 enfants et femmes de Catalogne à Vouzeron – *L'Union des métaux*, février 1939 © DR | IHS CGT Métaux

ment notre attention. Des enfants chantent et dansent dans un parc, non loin d'un superbe château de style Renaissance. Une ronde s'organise avec de très jeunes enfants espagnols

et une séquence présente une petite fille espagnole qui danse, tandis que ses camarades entonnent un chant espagnol. Ainsi, l'idée de fraternité entre les peuples est illustrée par le partage des cultures à travers les enfants.

Construit comme un documentaire, le film *Les Métallos* ne reflète toutefois déjà plus la situation lors de ses premières projections en public aux premiers mois de l'année 1939. L'échec de la grève générale du 30 novembre 1938 contre l'entrée en vigueur des décrets-lois Raynaud-Daladier, dont le contenu remet en cause



Une partie des 1 000 boîtes de lait collectées aux usines Citroën Levallois – *L'Humanité*, 15 février 1938  
© DR | Gallica-BNF

les conquêtes de mai-juin 1936, fragilise considérablement la CGT. Les poursuites judiciaires, les milliers de licenciements décapitent les directions syndicales dans les entreprises, tout en exacerbant les tensions en son sein. L'effort financier en faveur des licenciés du 30 novembre est privilégié, au détriment des républicains espagnols, ce qui n'empêche pas que les difficultés financières contraignent certaines victimes de la répression à renoncer à accueillir un enfant. Cela s'ajoute au rappel des réservistes fin septembre 1938, qui avait laissé bon nombre de foyers avec la seule allocation militaire.

### La fin d'une cause

Deux événements majeurs de l'année 1939, la défaite de la République espagnole le 1<sup>er</sup> avril et l'entrée en guerre de la France le 1<sup>er</sup> septembre, accélère l'épilogue de cette histoire.

Au printemps 1939, un demi-million de réfugiés espagnols, parmi lesquels 70 000 enfants, fuyant

la Catalogne arrive en France, ce qui impose, avec une acuité nouvelle, de nouvelles actions de solidarité. La presse ouvrière en témoigne, même si les exemples sont moins nombreux. Les sections syndicales Garnier et SGCM de La Courneuve versent ainsi le bénéfice produit par leur fête du 11 février, auquel est ajouté le fruit de la collecte mensuelle, « à titre de secours aux femmes, enfants, vieillards réfugiés en France. » De son côté, le syndicat des métaux de Nogent (Haute-Marne) accueille soixante réfugiés espagnols, femmes et enfants à partir de mi-février 1939. Le parrainage est assuré en partenariat avec le syndicat de Froncles.

L'Union syndicale des métallurgistes de la région parisienne n'est pas en reste. Fin janvier 1939, elle envoie ainsi une première lettre à la délégation espagnole pour l'enfance évacuée, dans laquelle elle fait part de sa volonté de « contribuer, dans la mesure de ses moyens, à une tâche élémentaire d'humanité et de solidarité, de recueillir et héberger [...] cinquante nouveaux enfants » au château de Vouzeron. Quelques jours plus tard, illustration de l'afflux massif des réfugiés, l'Union publie un communiqué dans lequel elle annonce mettre « à la disposition des enfants espagnols la colonie infantine de Vouzeron où 250 d'entre eux pourront très rapidement rejoindre les cinquante déjà hébergés par le syndicat. » Elle lance à cette occasion un « appel pressant pour des vêtements chauds, des chaussures, des chandails, du linge propre, pour des enfants de 5 à 14 ans, à apporter de préférence à la Maison des Métallos. » Trois jours plus tard, un nouveau communiqué annonce la possibilité d'accueillir 350 petits réfugiés ainsi qu'une centaine d'adultes, sous réserve de percevoir la participation financière prévue par le gouvernement. Finalement, un convoi de 400 réfugiés, femmes et enfants espagnols, parvient au château de Vouzeron le 7 février.

Pour sa part, la Fédération des métaux décide notamment, lors de son bureau fédéral du 6 février 1939 d'allouer la somme de 25 000 francs pour l'hébergement des enfants espagnols et l'envoi de deux médecins et huit infirmières à la frontière française. En avril, elle prend la décision d'accueillir les enfants et les femmes des militants de la Fédération des métaux d'Espagne dans son château de Pont-Pinet, près de Grenoble. Pour participer financièrement à cet accueil, elle en appelle aux collectes et à la vente de cartes de solidarité illustrées.



Carte de solidarité à 1 franc de la Fédération des métaux – L'Union des métaux, juin 1939 © DR | IHS CGT Métaux

Le rapatriement des enfants réclamés par leurs parents en Espagne franquiste, longtemps retardé par les comités d'accueil est peu à peu accepté, surtout après avril 1939 et la défaite des républicains. Le CAEE entre progressivement en sommeil, avant d'être démantelé définitivement à la fin de l'année 1939.

Une lettre d'Henri Gautier, administrateur de l'Union syndicale des métallurgistes de la région parisienne, à Georges Buisson, membre du bureau confédéral de la CGT et de la direction du CAEE, datée du 7 septembre 1939, témoigne bien des difficultés et des inquiétudes rencontrées : « Je t'adresse des lettres qui m'ont été remises par les petits espagnols actuellement en attente dans notre parc de Baillet. Je profite de la présente pour t'indiquer, ce que je n'ai pu faire par téléphone, qu'un grand nombre de nos camarades métallurgistes de la région parisienne, qui avaient pris des enfants espagnols en 1937 ne peuvent plus les garder, étant mobilisés. Ils nous les remettent, mais nous avons

encore actuellement 181 réfugiés espagnols à Vouzeron, plus 332 petits français et leurs surveillants à notre charge et nous nous demandons anxieusement, comment, avec les événements, nous allons pouvoir y faire face dans un avenir prochain. Il n'est pas possible que nous augmentions nos charges, mais il est également impossible de laisser les enfants recueillis par nos camarades, sans aide. Je voudrais que tu me fasses savoir ce qu'il convient de faire. »

Cette situation ne trouve un terme définitif qu'avec la dissolution de l'Union syndicale des métallurgistes de la région parisienne, en vertu du décret-loi du 26 septembre 1939 sur la dissolution des organisations communistes, par une décision du tribunal civil de la Seine du 15 novembre 1939 et le placement sous séquestre de ses biens par l'administration des Domaines le 21 février 1940.

Une liste des enfants espagnols hébergés au château de Baillet a été enregistrée le 13 novembre 1939. On y apprend que ces enfants

ont été transférés à la « Colonie infantine espagnole Iberia, 19 chemin des grillons à Lyon V<sup>e</sup> arr. ». Cette liste comporte les noms, âge et lieu de naissance des enfants, mais également le nom des parents, leur situation (décédé ou non) et leur adresse. Cette liste comporte quinze noms, des enfants âgés de 7 à 16 ans. Quatre d'entre eux viennent de Madrid, sept de Bilbao, deux de Barcelone, un de Santander et un n'ayant aucune adresse. Cinq d'entre eux ont les deux parents décédés et huit ont l'un de leur parent décédé ou prisonnier de guerre.

Pour le château de Vouzeron, la situation reste inconnue.

Désormais, l'avenir de ces enfants espagnols est entre les mains de nouvelles structures, à vocation strictement humanitaire, qui viennent en aide plus largement aux réfugiés dont les flots ne cessent de grossir avec l'embrasement de l'Europe. ■

### Repères bibliographiques

**Jean-Pierre Barthonnat**, « Le parti communiste français et les réfugiés d'Espagne en 1939 », *Le Mouvement social*, 1978, pp. 122-140. En ligne : <http://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k57317200/>.

**Sylvie Caucanas et Jean Sagnes** (dir.), *Les Français et la guerre d'Espagne : actes du colloque tenu à Perpignan les 28, 29 et 30 septembre 1989*, Perpignan, Presses universitaires de Perpignan, 1990, 437 pages.

**Yves Denéchère**, « Les enfants espagnols réfugiés en Maine-et-Loire pendant la guerre civile d'Espagne (1936-1939) », *Archives d'Anjou*, n° 5, 2001, pp. 147-163.

**Geneviève Dreyfus-Armand**, « Les enfants, ces oubliés de la diaspora républicaine espagnole », in Anne Dubet et Stéphanie Urdician (dir.), *Exils, passages et transitions : chemins d'une recherche sur les marges : hommage à Rose Duroux*, 2008, pp. 35-42.

**Geneviève Dreyfus-Armand**, « L'accueil des enfants espagnols en France pendant la guerre d'Espagne et après la victoire franquiste », *Documents pour l'histoire du français langue étrangère ou seconde*, n° 46, 2011. En ligne : <http://dhfiles.revues.org/2095>.

**Célia Keren**, « Les enfants espagnols réfugiés en France. 1939 ou la crise de la solidarité ouvrière », *Les Cahiers du Centre de Recherches Historiques*, n° 44, 2009, pp. 75-89. En ligne : <https://ccrh.revues.org/3530>.

**Célia Keren**, « Négocier l'aide humanitaire : les évacuations d'enfants espagnols vers la France pendant la guerre civile (1936-1939) », *Revue d'histoire de l'enfance irrégulière*, n° 14, 2013, pp. 167-183. En ligne : <http://journals.openedition.org/rhei/3515>.

**Célia Keren**, *L'évacuation et l'accueil des enfants espagnols en France : cartographie d'une mobilisation transnationale (1936-1940)*, Paris, EHESS, thèse de doctorat en histoire sous la direction de Laura Lee Downs, 2014, 802 pages.

**Célia Keren**, « L'évacuation et l'accueil des enfants espagnols en France : cartographie d'une mobilisation transnationale (1936-1940) », *Cahiers de civilisation espagnole contemporaine*, n° 14, 2015. En ligne : <http://ceec.revues.org/5783>.

**Pierre Marquès Posty**, *Les enfants espagnols réfugiés en France (1936-1939)*, Paris, autoédition, 1993, 258 pages.

**Pierre Milza** (dir.), *Enfants de la guerre civile espagnole : vécus et représentations de la génération née entre 1925 et 1940*, Paris/Montréal, L'Harmattan, 1999, 224 pages.

**Morgan Poggioli**, « La CGT et la guerre d'Espagne », *Les Cahiers de l'Institut CGT d'histoire sociale*, 2007.

**Jeanine Sodigné-Loustau**, « L'accueil des réfugiés civils espagnols de 1936 à 1940. Un exemple : la région Centre », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, volume 44, n° 1, 1996, pp. 42-47. En ligne : [http://www.persee.fr/doc/mat\\_0769-3206\\_1996\\_num\\_44\\_1\\_403053#mat\\_0769-3206\\_1996\\_num\\_44\\_1\\_T1\\_0044\\_0000](http://www.persee.fr/doc/mat_0769-3206_1996_num_44_1_403053#mat_0769-3206_1996_num_44_1_T1_0044_0000).

**Sylvie Schweitzer**, « Les ouvriers des usines Renault de Billancourt et la guerre civile espagnole », *Le Mouvement social*, n° 130, avril-juin 1978, pp. 111-121. En ligne : <http://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k57317200/>.



# Comment j'ai connu Pierre Gensous

Par Rolland Guyvarc'h | Ex-secrétaire de la commission STN de la FSM

**Il y a quelques mois nous apprenions le décès de Pierre Gensous. Son parcours, notamment international, méritait un hommage d'une autre dimension que celui qui lui fut consacré.**

**L'un de nos adhérents, Roland Guyvarc'h, nous a interpellé sur ce manquement. Ayant eu l'occasion de le cotoyer, nous l'avons donc sollicité pour coucher sur le papier un témoignage. Nous le remercions pour son travail.**

**Publier cet écrit est aussi l'occasion d'inciter d'autres adhérents à nous confier leurs travaux, car témoigner, analyser, diffuser et valoriser notre histoire est une mission première qui nécessite que le plus grand nombre s'y investisse. Bonne lecture !**

**M**oi, Rolland Guyvarc'h, **j'étais parti avec un congé sans solde de trois ans, j'y suis resté douze ans.** Tel a été en bref mon parcours syndical international à la Fédération Syndicale Mondiale (FSM) à Prague, entre 1983 et 1995. J'y ai vécu la chute du mur de Berlin, la Révolution de velours tchécoslovaque de 1989, suivie de la menace d'expulsion de la FSM, la partition de la Tchécoslovaquie, l'éclatement de l'URSS... Puis, suite au retrait de la CGT de la FSM, j'ai dû rentrer en France en 1995 où il m'a été confié la responsabilité de promouvoir les Comités d'Entreprise Européens (CEE). Et je me suis marié à une tchèque. *Guerre et paix.*

**Pierre Gensous** quant à lui a dit, par rapport à l'activité syndicale internationale à Prague (Tchécoslovaquie) : **« J'étais parti pour trois ans, j'y suis resté quinze ans ».**

Il y a assumé diverses responsabilités à l'Union Internationale Syndicale (UIS) des métaux puis à la FSM dont il fut secrétaire général.

Durant ces quinze années, il a traversé des périodes très difficiles comme l'année 1968 où les forces du pacte de Varsovie sont intervenues en Tchécoslovaquie et l'année 1978 où l'armée soviétique est intervenue en Afghanistan. Durant son séjour en Tchécoslovaquie, il s'est marié à une tchèque. *Guerre et paix.*

Puis, suite à la décision de la CGT de se retirer des postes de responsabilités à la FSM dont il était le secrétaire général, il a dû rentrer en France où il a été durant plusieurs années secrétaire confédéral aux questions internationales.

C'est à ce titre que je l'ai connu lorsque la CGT a décidé, suite au congrès de la FSM à Cuba en 1982, de reprendre des responsabilités à la FSM

dans la commission Europe et la commission des Sociétés Trans-Nationales (STN) pour laquelle je fus sollicité.

## **Voici comment cela s'est passé**

La CGT est une organisation fondatrice, en 1945, de la Fédération Syndicale Mondiale, dont le siège était à Prague en Tchécoslovaquie. Par la suite, avec l'aide de la CIA, fut créée la Confédération Internationale des Syndicats Libres (CISL) pour concurrencer la FSM.

La FSM a eu comme premier secrétaire général, jusqu'à la fin des années soixante, Louis SAILLANT de la CGT puis, jusqu'en 1978, Pierre Gensous qui était un métallurgiste. En 1978, la CGT, dirigée à cette date par Georges Séguy, suite à des désaccords avec les syndicats des pays socialistes, et en particulier d'URSS, a décidé de se retirer de tous les postes de responsabilité à la FSM. Mais, au congrès de la FSM qui s'est tenu en 1982 à Cuba, Henri Krasuki, nouveau secrétaire général de la CGT, a obtenu un accord avec les membres de la FSM et en particulier avec ceux des pays socialistes et d'URSS, pour tenter de faire jouer à la FSM un rôle plus concret et plus actif. Dans ce but, il devait y être créées deux commissions, l'une pour l'Europe et l'autre sur l'activité syndicale au sein des sociétés multinationales, c'est-à-dire les grandes entreprises ayant des filiales un peu partout dans le monde. On me proposa de devenir secrétaire de cette commission pour la faire vivre selon les conceptions que l'on avait à la CGT de ce type de commission.

Le secteur international de la CGT, qui était sous la responsabilité de Pierre Gensous, avait demandé à la Fédération de la métallurgie si elle pouvait proposer quelqu'un pour ce poste et la fédération a pensé que je pouvais très bien y arriver. André Sainjon, secrétaire général de la FTM, m'expliqua à ce moment là quels étaient les critères qui lui faisaient penser cela :

- J'avais déjà l'expérience de faire fonctionner une coordination syndicale complexe dans une grande entreprise (Alsthom Atlantique) ;
- Je parlais l'anglais, ce qui n'est pas très fréquent chez les militants de la CGT, et pourtant très utile pour une activité internationale ;
- J'avais l'expérience et j'aimais voyager puisque, à titre personnel, je m'étais déjà rendu au Dahomey, au Togo, en Haute-Volta, au Mali, en République Centrafricaine,



Alain Stern (g.) et Pierre Gensous (d.). En arrière-plan André Nogier, responsable de la commission Europe © DR

au Congo, en Côte d'Ivoire, en Thaïlande, au Laos et dans plusieurs pays d'Europe ;

- Je n'étais pas communiste et la CGT souhaitait montrer, notamment aux syndicats des pays socialistes, qu'il n'est pas nécessaire d'être communiste pour être un bon syndicaliste ;
- Enfin, étant célibataire, cela facilitait le déménagement. Il rajouta que je trouverai peut-être « chaussure à mon pied » dans ce pays.

### Premier voyage à Prague

Je n'ai pas dit non mais je posais les conditions relatives à mon remplacement à la coordination CGT Alsthom Atlantique ainsi qu'aux conditions matérielles de mon départ. Pour mon remplacement, la Fédération, avec la Confédération, promirent de s'en charger. Pour les conditions de départ, la Fédération allait négocier avec la Compagnie Générale de l'Electricité les conditions d'un détachement. Comme je n'avais pas émis d'objections majeures, on me proposa de partir à Prague trois semaines plus tard pour une réunion de la fameuse commission des sociétés transnationales afin de me faire une idée plus précise de ce qu'il y avait à faire et pour négocier avec la direction de la FSM les conditions matérielles qui m'y seraient proposées.

Me voilà donc, vers la mi-mai 1983 en route pour Prague, la ville aux cents clochers. Déjà je sentis que la Tchécoslovaquie est le pays de

Kafka, car le chemin le plus court que l'on avait trouvé pour y aller en avion c'était en transitant par Bruxelles. Nous étions 4 ou 5 camarades de la CGT à devoir participer à cette réunion dont Roger Sylvain (Renault), Roger Béziau (Rhône-Poulenc) et Jacques Trégaro du secteur international de la CGT qui avait eu précédemment en charge la responsabilité de l'activité internationale de la Fédération de la métallurgie. Chez Renault, il existait une coordination syndicale, appelée le Cartel Renault, qui regroupait toutes les organisations syndicales françaises et qui avait déjà fait des initiatives dans le sens de ce qu'il m'était proposé de mettre en oeuvre à la FSM. Ils avaient déjà organisé une ou deux rencontres syndicales mondiales et avaient constitué un recueil de toutes les conventions collectives appliquées dans toutes les filiales du groupe dans le monde. Un document d'au moins 400 à 500 pages. Chez Rhône-Poulenc il y avait aussi une coordination qui avait constitué un dossier expliquant l'activité de Rhône-Poulenc dans le monde mais qui était moins développé sur la connaissance sociale et syndicale dans le groupe. Une de mes premières tâches serait de les aider à remplir ce volet. De toute la bande de cégétistes, je semblais être celui qui avait le moins d'expérience internationale.

A Prague nous étions logés à l'hôtel Flora. On m'y présenta Alain Stern, métallurgiste, an-



rien de chez Renault et qui occupait le poste de secrétaire général de l'Union Internationale des Syndicats de la Métallurgie (UIS) dont le siège était à Moscou, où il demeurait avec son épouse Hélène. Je ne savais plus trop ce que c'était qu'une UIS hormis un très vague souvenir que l'on nous en avait parlé au stage élémentaire que j'avais suivi en 1973. Alain m'expliqua que c'était lui qui était le président de cette commission des sociétés transnationales et que c'est donc avec lui que j'allais devoir travailler et qu'il m'aiderait à m'adapter à ma nouvelle responsabilité si j'acceptais de l'occuper.

J'allais donc assister à cette première réunion internationale, au siège de la FSM situé au centre de Prague, à laquelle participait une bonne trentaine de participants venant de tous les continents : de Tchécoslovaquie, d'URSS, du Costa Rica, de Palestine, de l'Inde, du Portugal, de Grande-Bretagne, des USA... ainsi que d'autres camarades français : Alain Covet, secrétaire général de l'UIS Chimie dont le siège était à Budapest (Hongrie), Antoine Herrero, secrétaire de l'UIS Textile dont le siège était à Prague, Gérard Laugier, secrétaire de l'UIS Agriculture dont le siège était également à Prague. Je découvrais ce qu'est une réunion avec interprétation en cabine et les problèmes que cela pose. Je découvrais aussi que l'on travaille presque plus durant les suspensions de séances que pendant les sessions plénières. Il ressortait de cette réunion que l'on chargerait cette commission de créer les conditions de faire se rencontrer les syndicats des divers pays d'implantations de cinq sociétés transnationales : Renault et Rhône Poulenc de France; Bata, entreprise de la chaussure dont le siège était au Canada mais qui à l'origine avait été créée par un Tchèque, Thomas Bata, United Brands, une entreprise des Etats-Unis dans l'industrie de la banane; et General Motors, entreprise américaine de près de 700 000 salariés, active dans l'automobile, l'aéronautique, le militaire... Il serait attribué à la commission un budget annuel de 200 000 francs suisses (environ 700 000 francs français) pour développer ce travail.

A l'issue de cette réunion, j'ai eu, en présence d'Alain Stern, une rencontre avec le secrétaire général de la FSM, Ibrahim Zakaria, pour lui être présenté et pour qu'il m'explique quelles seraient les conditions si j'acceptais de prendre cette responsabilité. Je travaillerais avec le département économique et social (DES) de la FSM qui était sous la responsabilité d'un se-

crétaire tchèque de la FSM, Kurchniérik et dirigé par Mario Ramos, un camarade portugais. Mon responsable serait Alain Stern, secrétaire général de l'UIS Métaux à Moscou et président de la commission des sociétés transnationales de la FSM. Je devrais travailler en étroite relation avec les UIS. Je serai logé à Prague dans un logement dont je devrais payer le loyer, mais le prix en était modique, mon salaire serait composé de deux parties, l'une en couronnes tchécoslovaques non convertibles, un peu plus de 5000 Kcs (c'était à cette époque le salaire d'un technicien supérieur dans ce pays) et une autre partie en francs français représentant un certain pourcentage de mon salaire en couronnes. Ceci étant, comme il n'existait pas de convertibilité de la couronne en francs, cela ne me donnait aucune idée de ce que représenterait cette somme en francs. Après demande d'explications à sa secrétaire, le secrétaire générale de la FSM me dit que cela ferait environ 650 à 700 francs par mois. Pour les gens origi-



Délégation de la CGT au conseil général de la FSM à Damas en octobre 1983 © DR

naires des pays socialistes ou des pays en voie de développement cela représentait peut-être une somme appréciable, mais pour un français cela aurait à peine couvert un aller-retour Orly-Montreuil en taxi et une nuit d'hôtel.

Le soir du dernier jour de notre séjour à Prague nous étions invités chez Antoine Herrero qui était déjà à Prague depuis 1967, il y avait donc vécu, avec Jean Demaison, Pierre Gensous et d'autres camarades français, les fameux événements de 1968. Il me dit qu'avec le salaire en couronnes



qui m'était proposé j'allais pouvoir vivre très correctement mais que pour ce qui était de la partie du salaire en francs il faudrait que j'en parle à la CGT.

Donc lorsque je suis rentré à la CGT, je passais au secteur international pour rencontrer Pierre Gensous et lui faire part de mes appréciations. A priori je n'étais pas opposé à tenter l'expérience qui m'était proposée mais il y avait un hic : la part de salaire en francs. Il me proposa de lui écrire une note relative à mes besoins.

Quelques jours plus tard, je lui adressais donc une note avec deux variantes selon que je gardais ou que je quittais mon appartement à Bobigny. Puis je n'en ai plus entendu parler.

Vers la mi-juillet, alors que j'étais en congés en Bretagne, Pierre Gensous me fit savoir que les choses étaient réglées et qu'il me proposait d'aller à Prague pour en discuter. Je lui demandais sur quelle base les choses étaient réglées, il me répondit que je l'apprendrai à la FSM. Je me rendis donc à Prague où j'eus une brève rencontre avec Ibrahim Zakaria, secrétaire général de la FSM et très bon ami de Pierre Gensous, qui me dit que mon salaire en francs français sera de l'ordre de 70 % de ce que je percevais en France et qu'il m'attendait au plus tôt. Je rentrais donc à Paris où je donnais mon accord.

Après les congés, nous nous sommes donc attaqués avec la Fédération à la négociation avec la CGE des conditions de mon détachement. C'est au plus haut niveau que cela s'est négocié, avec le président Georges Pébereau. Le détachement devait être de trois années de congé sans solde renouvelable une fois. Il était prévu des possibilités de formation pour une remise à niveau en cas de réintégration qui se ferait à la même qualification que celle que j'avais et au même salaire augmenté de la valeur des augmentations générales qui auraient été accordées dans le groupe durant mon absence.

### Sur le chemin de Damas

Afin de me mettre un peu plus dans l'ambiance, la CGT m'a demandé de faire parti de la délégation de la CGT qui allait participer en octobre 1983 au Conseil Général de la FSM à Damas en Syrie. Cela m'a permis de rencontrer de nombreux responsables de centrales syndicales de tous les continents, ainsi que le personnel travaillant au siège de la FSM à Prague. Je notais que tous les participants et notamment le personnel de la FSM saluaient avec beaucoup de respect Pierre Gensous. Durant notre séjour Pierre

organisa un pot pour le personnel français au restaurant de l'hôtel où nous étions.

Notre retour de Damas a été un peu mouvementé. A notre départ d'Orly, je m'étais acheté un petit poste de radiocassette. Lorsque j'ai passé les contrôles de police à Damas, le policier qui me contrôlait a jeté les piles de cette radio à la poubelle. J'ai voulu protester mais en vain, mesures de sécurité. Le vol Damas-Paris devait faire escale à Beyrouth. Mais le Liban était à cette époque en état de guerre et la veille un camion plein d'explosifs avait explosé dans une caserne française, il y avait eu des morts. Dès que nous sommes arrivés à l'approche de l'aéroport de Beyrouth, notre avion a été pris en charge par des chasseurs qui nous ont accompagnés jusqu'à notre atterrissage. A quelques dizaines de mètres de la plage que nous survolions il y avait plusieurs navires de guerre, canons pointés vers la ville. Arrivés sur le tarmac, seuls les passagers à destination de Beyrouth étaient autorisés à se lever, les autres devaient rester assis et en permanence il y avait des hélicoptères qui survolaient l'aéroport. Lorsque nous sommes repartis, Pierre Gensous nous a dit : « et bien, pour nous remettre de nos émotions, si on buvait un bon coup de champagne, qu'en pensez-vous ? »

Lorsqu'à nouveau, la CGT a pris ses distances avec la FSM et l'a même quittée pour aller à la CES, Pierrot a pris ses distances avec CGT, il a même cessé de la fréquenter lorsque la CGT a adhéré à la nouvelle internationale issue de la CISL : trop c'est trop, mais il a continué d'avoir des contacts avec les nouveaux responsables de la FSM.

Voilà les rapports que j'ai eu avec Pierre Gensous. La similitude des problèmes auxquels il nous a fallu faire face et les difficultés que nous avons du surmonter dans l'exercice de nos fonctions à la FSM, ainsi que l'efficacité de son intervention pour régler mes problèmes ont fait que j'ai toujours eu un grand respect pour lui.

Quant à moi, j'ai quitté Montreuil pour organiser ma vie entre ma Bretagne natale et Prague. J'ai conservé un lien avec l'IHS de la métallurgie sur laquelle je compte pour faire en sorte que des militants de la métallurgie qui ont accepté de quitter la France, comme Pierre Gensous, Jean Desmaison, Alain Stern..., pour aller occuper des responsabilités à l'étranger ne soient jamais oubliés, quelles que puissent être les nouvelles affiliations internationales de la CGT et de la FTM. ■



Par Emeric Tellier

## Du nouveau aux archives fédérales !



Une vue des nouveaux magasins d'archives au sous-sol de la fédération © E. Tellier | IHS CGT métallurgie

**L**e local d'archives de la Fédération, situé dans les sous-sols du complexe de Montreuil, a été ces derniers mois le théâtre de grandes manœuvres. Une première phase de travaux avait permis l'installation d'un premier magasin d'archives au début de l'année 2017 (voir *Cahiers d'histoire de la métallurgie*, n° 56 de mars 2017), suivie par le déménagement progressif des boîtes d'archives dans les nouveaux rayonnages et le démontage des anciennes étagères. Quelques chiffres donnent une idée de l'ampleur de l'opération : plus de 10 000 boîtes d'archives représentant en volume environ 85 mètres cube et pesant un peu plus de cinquante tonnes !

Après un coup de peinture blanche sur un pan de mur, le local était fin prêt pour la seconde phase de travaux. Celle-ci, effectuée au cours du mois de mars 2018, a consisté en l'installation d'un second magasin d'archives, d'une contenance légèrement supérieure au premier, et d'une double zone de stockage, pour les archives sensibles d'une part (affiches, photogra-

phies, objets) et pour traiter les archives entrants dans le magasin d'autre part.

La Fédération dispose donc aujourd'hui d'une capacité de stockage proche des deux kilomètres linéaires, soit environ 20 000 boîtes d'archives. Cette nouvelle configuration du local va faciliter l'achèvement du plan de récolement, c'est-à-dire un inventaire succinct du contenu de l'ensemble des boîtes et leur localisation géographique dans le local. La moitié des boîtes est d'ores-et-déjà identifiée et ce travail devrait aboutir vers le premier semestre 2019. Il sera alors plus aisé de répondre aux sollicitations des militants et des chercheurs et il sera possible d'attaquer la seconde phase du traitement des archives fédérales, en débutant le classement et l'inventaire des fonds d'archives.

En attendant, quelques aménagements sont encore à prévoir, comme l'installation d'une grande table de tri et d'un banc permettant la reproduction numérique des documents, avant une inauguration officielle qui devrait intervenir au second semestre 2018 ! ■



## Décès de Chantal Rogerat Apostolo

La camarade Chantal Rogerat Apostolo est décédée le 30 avril 2018 à l'âge de 87 ans.

Issue d'un milieu catholique et bourgeois, titulaire d'un DES d'histoire à la Sorbonne, elle fit le choix en 1960, après avoir été attachée littéraire puis professeure, d'entrer comme ouvrière spécialisée chez Thomson dans le XIII<sup>e</sup> arrondissement de Paris.

Elle adhéra à la CGT à la suite d'une commémoration du 8 mars, journée des femmes. Rapidement remarquée, elle entre au comité exécutif de la Fédération de la métallurgie en 1963, puis au bureau en 1964 et au secrétariat en 1968.

Elle se marie en 1967 à Marius Apostolo, secrétaire général adjoint de la CGT Renault, avec qui elle aura un fils en 1973.

En 1969, elle est appelée à assurer la fonction de rédactrice en chef du magazine féminin de la CGT « Antoinette », poste qu'elle occupera jusqu'en 1982.



Elle ouvrit le journal aux questions portées par le mouvement féministe des années soixante dix.

Au début des années 80, ses désaccords avec les orientations confédérales s'amplifient avec l'invasion de l'Afghanistan et l'état de siège en Pologne. Refusant de travailler avec la nouvelle direction du journal, elle en vient à se considérer comme licenciée et engage un combat médiatique et juridique.

Dès 1982, elle est recrutée en tant qu'ingénieur d'études par le CNRS pour travailler sur la division sexuelle du travail et contribua à divers ouvrages sur l'histoire des femmes au travail.

Bien qu'ayant participé à quelques reprises au repas des anciens de la fédération, elle avait pris ces derniers temps ses distances avec la CGT.

Retirée en Bretagne elle vivait depuis 2016 dans une maison de retraite. ■

## Décès de Charles Gaugne

Né en 1932, il était ajusteur chez Schneider au Creusot. En novembre 2010, à l'occasion du colloque « Hier, aujourd'hui et demain. Six grèves de 1899 à 1978 » organisé au Creusot, il témoignait : « Je suis un pur produit des écoles Schneider, depuis la maternelle jusqu'à l'usine. René-Pierre Parize a dit que les curés ne l'avaient pas trop embêté avec la religion, mais il a eu de la chance. Ce ne fut en effet pas mon cas. Le dimanche, il fallait aller à la messe et « pointer » à la sacristie. Avec deux autres camarades, le curé nous avait pris en grippe. Il nous renvoyait donc de chacun de ses cours, ne nous mettait que des zéros. Or, le choix de sa filière d'apprentissage dépendait de son classement de fin d'année. La chape posée par Schneider sur la vie des Creusotins était donc plus importante que ne le disent certains ».

Il occupa de nombreuses responsabilités sur



le plan local : secrétaire de l'Union des syndicats des travailleurs de la métallurgie de la Loire, secrétaire du syndicat de la mécanique de Creusot-Loire et secrétaire de l'Union des syndicats Creusot-Loire. Fondateur de l'Union locale CGT du Creusot en 1965, il participa également au lancement, en 1971, de la fête du 1er mai, organisée initialement dans le parc du château de Prelay, à Broye, propriété du comité d'entreprise Creusot-Loire, avant de s'installer, à partir de 1984, parc du Morambeau au Breuil.

Il rejoignit enfin l'équipe de *La Vie ouvrière* au tournant des années quatre-vingt avant de prendre sa retraite. Il était adhérent de l'Institut CGT d'histoire sociale de la métallurgie.

Affaibli depuis de nombreuses années par la maladie, il est décédé le 22 juin 2018. Ses obsèques ont eu lieu le 26 juin au Crématorium du Creusot. ■



## Décès de Fernand Devaux

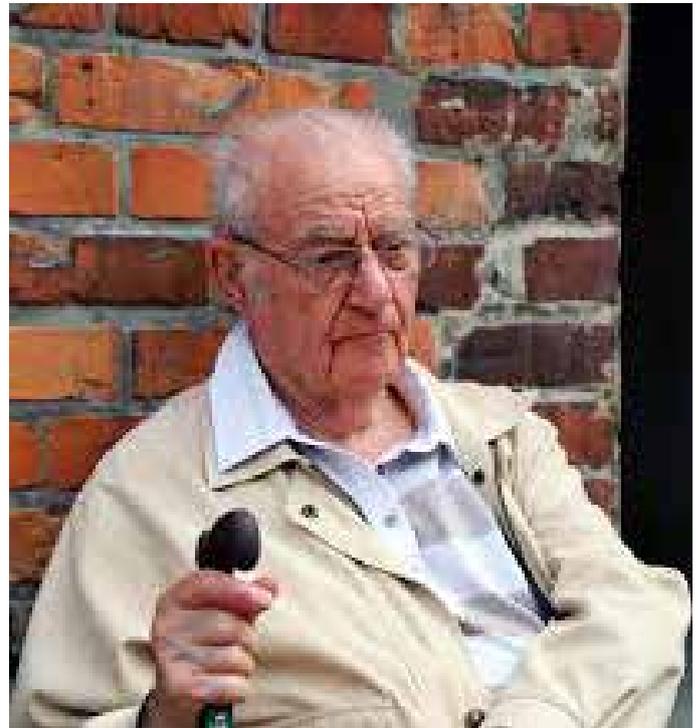
**F**ernand Devaux, dernier survivant du sinistre « convoi des 45 000 », qui a relié le camp de Royallieu à Compiègne à celui d'Auschwitz-Birkenau le 6 juillet 1942, s'est éteint le 30 mars 2018 dans sa 97<sup>e</sup> année.

Né le 3 janvier 1922 à Guingamp (Côtes-d'Armor), il est le cadet d'une famille de quatre enfants, dont le père est employé des chemins de fer. Au décès de son père en 1930, la famille quitte la Bretagne pour Saint-Denis (Seine-Saint-Denis). Ouvrier métallurgiste de profession, il est embauché comme tôlier aux usines automobiles Hotchkiss à Saint-Denis. Adhérent aux Jeunesses communistes en 1937, il rejoint le Parti communiste et la CGT l'année suivante.

Licencié suite à sa participation aux grèves du 30 novembre 1938 contre l'entrée en vigueur des décrets-lois liquidant les conquêtes du Front populaire, il devient secrétaire des Jeunesses communistes de Saint-Denis en 1939. Résistant de la première heure, il continue de militer au parti communiste après son interdiction à l'automne 1939. Après juin 1940, il agit pour la reconstitution de la section locale des jeunesses communistes et diffuse du matériel de propagande.

Le 2 septembre 1940, il est arrêté lors d'une diffusion de tracts et incarcéré à la prison de la Santé à Paris. Libéré fin octobre, il reprend aussitôt ses activités résistantes. Le 9 novembre, il est repris et interné à Aincourt (Val-d'Oise), où il est l'un des plus jeunes. En septembre 1941, il est transféré à Rouillé (Vienne) avec 150 autres détenus. Le 22 mai 1942, il est envoyé au camp de Royallieu à Compiègne (Oise), où il est membre d'un « triangle » du Parti communiste clandestin. Désigné parmi près de 1 200 d'otages, dont 90 % de communistes, il quitte Compiègne le 6 juillet 1942 pour Auschwitz. De ce convoi des « 45 000 », en raison du matricule tatoué sur le bras des déportés, seuls 119 en reviendront en 1945.

Affecté par le typhus en août 1942, il parvient à survivre grâce à la solidarité et à l'esprit de résistance. En septembre 1944, il est transféré au KL Gross-Rosen, puis au KL d'Hersbrück et en février 1945 au KL de Flossenbürg. Le 8 avril, il se trouve dans une des « marches de la mort », ces marches forcées imposées par les nazis pour évacuer les détenus face à l'avancée des troupes alliées. Ils arrivent, épuisés et affamés, le 24 avril au KL de Dachau qui est libéré cinq jours plus tard par l'armée américaine.



Le 13 mai, las d'attendre la levée de la quarantaine sanitaire imposée au camp, il s'échappe en compagnie de Georges Duval. Après un périple de cinq jours, à pied, en train et en camion, ils parviennent à Paris.

Dès le mois d'août, il retrouve son travail chez Hotchkiss, ainsi que ses activités militantes. Il entreprit plus tard des études pour devenir professeur de l'enseignement technique.

Il dut attendre 1955 pour être reconnu « déporté politique » et 1986 pour « déporté résistant ».

Le besoin de témoigner, de faire connaître l'ampleur et la nature de la barbarie nazie s'est fait ressentir. Il participe, avec Claudine Cardon-Hamet, à la rédaction du livre *Triangles rouges à Auschwitz*. Le convoi politique du 6 juillet 1942 paru en 2005. En 1996, il prend part à la création de l'association « Mémoire Vive des convois 31 000 et 45 000 » ainsi qu'à l'association « Mémoire d'Aincourt », tout en étant un membre actif de l'Amicale de Châteaubriant-Vôves-Rouillé-Aincourt. Intervenant régulièrement dans les écoles, il nous laisse de nombreux témoignages écrits et audiovisuels. ■



## Mai 68 par celles et ceux qui l'ont vécu



Le cinquantenaire de mai-juin 68 donne lieu à de nombreuses initiatives et parutions. L'une d'elles retient tout particulièrement notre attention, puisqu'elle donne la parole aux anonymes, à celles et ceux qui ont vécu les huit semaines qui ébranlèrent la France. On y trouve bien évidemment des témoignages (150 dans cette version papier !) d'étudiant(e)s, de salarié(e)s, mais également de conscrits et d'enfants, de Paris, de province et d'ailleurs. Parmi eux, bien évidemment, plusieurs métallurgistes, dont certains bien connus de l'Institut CGT d'histoire sociale de la métallurgie...

Un blog hébergé par Mediapart prolonge l'expérience éditoriale. Rendez-vous à l'adresse suivante : <https://blogs.mediapart.fr/mai68parceuxquilontfait>. ■

**Mai 68 par celles et ceux qui l'ont vécu,**  
Collectif, Édition de L'Atelier | 29,90 €

## L'écran rouge

Qui se souvient aujourd'hui que Jean-Paul Belmondo fut dirigeant syndical CGT, que *La Marseillaise* de Jean Renoir fut réalisée grâce au soutien financier et militant de la CGT ? L'historien Tanguy Perron a réuni dans l'ouvrage *L'Écran rouge*, une vingtaine de contributeurs sur l'histoire des rapports entre syndicalisme et cinéma, du Front populaire aux années de la Libération. Divisé en une petite cinquantaine de chapitres, autant de petites pépites à découvrir au gré des envies, ce livre n'omet pas les métallurgistes, au travers des films *Les Métallos* et *Les Copains du dimanche*. Le tout est préfacé par Costa-Gavras. ■



**L'écran rouge,** Tanguy Perron, Éditions de L'Atelier | 30 €

## Reprise

Le 10 juin 1968, des étudiants filment l'entrée de l'usine Wonder à Saint-Ouen. Les ouvrières sont invitées à reprendre le travail, après trois semaines de grève. Une femme reste, refuse de reprendre le travail, crie son refus de foutre les pieds dans cette tôle.

Vingt-sept ans plus tard, Hervé Leroux reprend ces quelques minutes de films et part à la recherche de la jeune femme. Au fil des pistes, des entretiens, la mémoire du monde ouvrier ressurgit, l'histoire des entreprises, des banlieues rouges, du syndicalisme, de la guerre d'Algérie, de mai 68.

Près d'un an après le décès d'Hervé Leroux, et à l'occasion du cinquantième anniversaire des grèves de mai-juin 68, une version restaurée est de nouveau présentée au cinéma. ■

Militants - Adhérents

— entre —

**VOUS**

— et —

**NOUS**

*un lien*

**indissociable**



[partenariat@macif.fr](mailto:partenariat@macif.fr)



Essentiel pour moi

MACIF : MUTUELLE ASSURANCE DES COMMERÇANTS ET INDUSTRIELS DE FRANCE ET DES CADRES ET SALARIÉS DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE. Société d'assurance mutuelle à cotisations variables. Entreprise régie par le Code des assurances. Siège social : 2 et 4 rue de Pied de Fond 79000 Niort. Inscrite au registre des démarcheurs bancaires et financiers sous le n°2103371860HQ. Intermédiaire en opérations de banque pour le compte exclusif de Socram Banque.